

Discrimination et crimes de haine envers les Palestiniens chrétiens en Terre sainte

Description

Par IMEU, 24 décembre 2015

church

Une discrimination institutionnelle en Israël et dans les territoires occupés

Les Palestiniens chrétiens qui sont citoyens d'Israël souffrent de la même discrimination généralisée, officielle et non officielle, que les autres non-juifs, en toute chose, depuis la propriété foncière et le logement jusqu'à l'emploi et les droits au regroupement familial.

Il existe plus de 50 lois discriminatoires, directement ou indirectement, envers les citoyens palestiniens d'Israël, sur la base de la seule appartenance ethnique, faisant d'eux des citoyens de deuxième voire troisième classe dans leur propre patrie.

Quatre-vingt-treize pour cent des terres en Israël sont possédées soit par l'État, soit par des agences quasi gouvernementales, comme le Fonds national juif, qui pratiquent une discrimination envers les non-juifs. Les citoyens palestiniens d'Israël, notamment les chrétiens, font face à des obstacles importants dans l'accès aux terres pour l'agriculture, l'habitation, ou le développement commercial.

Dans les territoires occupés, les chrétiens palestiniens souffrent du même régime discriminatoire et des mêmes restrictions, notamment s'agissant des déplacements, qui sont appliqués à tous les Palestiniens qui vivent sous le régime militaire d'Israël depuis près de 47 années. Ces restrictions ne concernent pas les plus de 500 000 colons juifs installés dans les colonies illégales dans les territoires occupés.

Un droit de la liberté de culte

Alors que les responsables israéliens se vantent que les Palestiniens chrétiens et musulmans ont libre accès à leurs lieux saints dans la Jérusalem-Est occupée et dans les autres régions sous contrôle israélien, la réalité est que les restrictions israéliennes aux déplacements des Palestiniens font qu'il est difficile, voire impossible, pour la plupart des Palestiniens dans le territoire occupé de pratiquer librement leur religion.

Depuis 1993, les Palestiniens qui vivent en Cisjordanie et dans Gaza occupées ont l'interdiction par Israël de pénétrer dans Jérusalem-Est occupée sans une autorisation bien difficile à obtenir. Conséquence, des millions de Palestiniens chrétiens et musulmans de Cisjordanie et de Gaza sont empêchés de se rendre sur leurs lieux saints dans la Vieille Ville de Jérusalem, laquelle contient certains des lieux les plus sacrés du Christianisme et de l'Islam, notamment l'église du Saint-Sépulcre et l'esplanade de la mosquée Al-Aqsa, le Noble Sanctuaire.

Selon le rapport 2011 du Département d'État U.S. sur la liberté religieuse internationale, publié en juillet 2012 :

« Les bouclages et les couvre-feux stricts imposés par le gouvernement israélien ont affecté négativement la capacité des habitants à pratiquer leur religion sur les lieux saints, dont l'église du Saint-Sépulcre et la mosquée Al-Aqsa à Jérusalem, ainsi que l'église de la Nativité à Bethléhem.

« Les rapports émanant du clergé chrétien, de religieuses et d'autres personnels religieux qui ne parviennent pas à obtenir un droit de résidence ou un permis de travail, ont augmenté au cours de l'année. Les avocats des chrétiens ont affirmé que la difficulté d'obtenir ces permis avait empiré progressivement au cours des dix dernières années. Les autorités israéliennes ont continué de limiter les visas, pour les visas d'entrée unique, pour le clergé chrétien arabe servant en Cisjordanie ou à Jérusalem, compliquant ainsi les voyages du clergé, particulièrement vers les régions qui sont sous leur autorité pastorale à l'extérieur de la Cisjordanie ou Jérusalem. Cela a perturbé leur mission et provoqué des difficultés financières pour les organisations religieuses qui les parrainent.

« Parallèlement, Israël interdit généralement l'entrée dans Gaza au clergé chrétien arabe, même aux évêques ou aux autres membres éminents du clergé, pour visiter les congrégations ou ministères sous leur autorité pastorale.

« La barrière de séparation (en Cisjordanie) entrave de façon importante l'accès des chrétiens du secteur de Bethléhem à l'église du Saint-Sépulcre à Jérusalem, et pour les chrétiens palestiniens qui vivent du côté de Jérusalem de la barrière, il est difficile de se rendre sur les sites chrétiens à Bétananie et à Bethléhem. »

En Israël, de nombreux lieux saints chrétiens et musulmans sont menacés de destruction et/ou de devenir hors accès pour les Palestiniens. Comme le rapport 2009 du Département d'État U.S. sur la liberté religieuse internationale l'a noté : « Alors que des sites (religieux) renommés ont de facto une protection en raison de leur importance internationale, de nombreux sites musulmans et chrétiens sont négligés, inaccessibles, ou menacés par les promoteurs immobiliers et les municipalités ».

Crimes de haine et agressions contre les chrétiens et leurs lieux saints par les extrémistes israéliens

Ces dernières années, le nombre de crimes de haine contre les Palestiniens et leurs lieux saints par des extrémistes juifs a augmenté de façon significative. Souvent, ces agressions sont nommées, attaques du « prix à payer », en référence aux actes menés par des colons radicaux en réaction aux actions ou projets gouvernementaux israéliens dont ils ne sont pas satisfaits.

Depuis 2010, plus de 30 édifices religieux palestiniens, notamment des églises, des monastères et des mosquées, ont été vandalisés avec des graffitis racistes menaçants et/ou furent victimes d'incendies criminels. Au cours de l'année passée, il y a eu 14 agressions contre des biens appartenant à l'église catholique de rapportés. (Voir ici pour plus d'infos sur les agressions contre les chrétiens et leurs lieux saints : <http://imeu.org/article/palestinian-christians-in-the-holy-land>).

Selon les rapports du Département d'État U.S. sur le terrorisme, par pays, pour l'année 2013, publiés en avril 2014 :

« (En 2013), le Bureau de la coordination des Affaires humanitaires (OCHA) des Nations-Unies a signalé 399 agressions par les colons israéliens extrémistes qui ont abouti à des blessures et des dommages matériels pour les Palestiniens. Des extrémistes violents, dont des colons israéliens, ont vandalisé cinq mosquées et trois églises à Jérusalem et en Cisjordanie, selon les données compilées par les Nations-Unies ».

Le rapport note : *« Les agressions par les colons israéliens extrémistes contre les habitants, les biens, et les lieux de prière palestiniens en Cisjordanie se sont poursuivies et sont restées sans poursuites judiciaires, selon les Nations-Unies et des sources d'ONG. »*

Le 7 mai, le Patriarche latin de Jérusalem, Fouad Twal, représentant du Vatican en Terre sainte, a publié un communiqué condamnant une brusque montée des crimes de haine contre les lieux saints chrétiens avant la venue du Pape François en Israël et dans les territoires palestiniens occupés en fin de ce mois, et appelant le gouvernement israélien à protéger davantage les chrétiens et leurs biens. Déplorant que la *« vague de fanatisme et d'intimidations contre les chrétiens se poursuive »*, le Patriarche a reproché au gouvernement israélien son manque d'efforts pour que la police israélienne traduisent en justice les auteurs de ces crimes de haine contre les Palestiniens, évoquant un *« manque de réceptivité de la part du secteur politique »*.

Quatre jours plus tard, le 11 mai, le Patriarche Twal interpellait à nouveau la commission du gouvernement israélien pour l'arrêt de ces attaques anti-chrétiens, demandant lors d'une conférence de presse : *« Compte tenu du fait que la grande majorité de ces actes de vandalismes ne débouche sur aucun procès, nous devons nous demander si le gouvernement est disposé à se pencher sur la racine du problème ? »*.

Se faisant l'écho des préoccupations du Patriarche latin sur la complicité du gouvernement israélien, le 12 mai, deux anciens chefs de la police secrète d'Israël, le Shin Bet, Carmi Gillon et Shabtai Shavit, accusaient le gouvernement de Netanyahu de ne pas être intéressé par l'arrêt des crimes de haine contre les Palestiniens. Gillon déclarait : *« Nous ne voyons aucun résultat, parce que nous n'avons pas prévu d'en voir ! Au Shin Bet, le « je ne peux pas » n'existe pas, il y a que le « je ne veux pas »*, pendant que Shavit déclarait : *« Israël est un pays de droit qui ne fait pas appliquer ses lois »*. De même, en juin 2012, Dan Halutz, ancien

chef d'État-major de l'armée israélienne, déclarait que le Premier ministre Netanyahu n'aurait pas réellement l'intention de presser pour arrêter les auteurs des attaques du « prix à payer », déclarant : « *Si nous le voulions, nous pourrions les attraper, et quand nous le voulons, nous faisons* ». Quelques mois plus tard, en mars 2012, le quotidien *The Guardian* rapportait que des dirigeants de haut niveau de l'Union européenne avaient rédigé un rapport confidentiel constant que : « *La violence des colons bénéficie du soutien tacite de l'État d'Israël* ».

Dans la Jérusalem-Est occupée, le clergé chrétien est confronté à un harcèlement de la part des juifs ultra-orthodoxes dans la Vieille Ville. En novembre 2011, le quotidien *Haaretz* publie que des juifs ultra-orthodoxes avaient maudit et craché sur des membres du clergé chrétien dans les rues de la Vieille Ville, « *comme une question habituelle* ». Le premier secrétaire du Patriarcat grec orthodoxe a expliqué : « *Cela arrive très souvent. Vous marchez dans la rue et soudain, ils vous crachent dessus sans raison* ». Un étudiant du séminaire arménien de la ville s'est plaint de faire l'objet d'insultes et de crachats de la part d'ultra-orthodoxes et ce, quotidiennement, déclarant : « *Quand je vois un ultra-orthodoxe venir vers moi dans la rue, je me demande toujours s'il va cracher sur moi* ». Selon un autre article dans *Haaretz*, publié en février 2012, les incidents de crachats sont tellement répandus que certains prêtres ont cessé de venir dans certaines parties de la Vieille ville.

Traduction : JPP pour l'Agence Média Palestine

Source: [IMEU](#)

date créée
2015/12/27